

**EXAMEN BLANC****Branche** : Sciences Economiques et de Gestion**Durée** : 3 H**Matière** : Economie Générale et Statistique**Filière** : Sciences Economiques**Coefficient** : 6**Professeur** : Larbi TAMNINE

Mercredi 14 Mai 2014

IMPORTANT :

- ✓ 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.
- ✓ La machine à calculer non programmable est autorisée et les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.

DOSSIER I : Déséquilibres conjoncturels et intervention de l'Etat (7,75 points)**DOCUMENT N°1 : Médicaments génériques, un marché à 2,5 milliards de DH**

Les médicaments génériques ont incontestablement contribué à l'augmentation de l'accès aux soins et à la maturation du secteur pharmaceutique. A fin 2012, le marché du médicament privé a généré un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de DH. Lorsqu'on y ajoute les produits hospitaliers et les appels d'offres publics, le marché global du médicament est de 11,5 milliards de DH, soit 3 fois moins que la téléphonie. La consommation de médicament reste ainsi très faible au Maroc. Techniquement, chaque habitant consomme moins d'1 DH par jour de médicament. Cependant, la consommation a augmenté depuis l'an 2000. Alors que les Marocains ne consommaient pas plus de 172.000 unités à cette époque, l'année dernière, se sont 289.345 unités qui ont été vendues. En valeur, le chiffre d'affaires de la profession a été multiplié par 2. Selon une étude du cabinet IMS, la part des médicaments génériques est de 30%, soit 2,5 milliards de DH.

[...] Cependant, tous les médicaments ne se prêtent pas à cette technique. Le préalable est l'importante différence de prix entre le princeps et le générique. Ainsi, des médicaments comme les extraits thyroïdiens et les corticoïdes topiques sont écartés de fait. «Les laboratoires qui ont lancé des génériques pour des médicaments ayant déjà des prix bas rencontrent de grandes difficultés», note Hajoui. Le soutien aux médicaments génériques fait partie de la stratégie du ministère de la tutelle. La réduction des prix de 320 médicaments effectuée l'année dernière rentre dans ce cadre. Cependant, cette tendance cache un véritable problème. «Plusieurs officines rencontrent des difficultés financières. Nous ne pouvons plus réduire les prix des médicaments au détriment des professionnels», souligne El Haussaine Louardi.

www.leconomiste.com, Edition du 14/02/2013

DOCUMENT N° 2: Marché boursier : L'imminente réforme

Il a fallu deux décennies pour que la Bourse des valeurs de Casablanca se dote d'une nouvelle réglementation. En effet, la dernière réforme datant de 1993 a permis à l'époque un réaménagement des structures institutionnelles en vue de les adapter à une économie de marché à travers notamment le changement du statut juridique de la Bourse elle-même et la création du CDVM. Aujourd'hui, avec un nouveau projet de loi abrogeant et remplaçant la loi n°1-93-211 relative à la bourse des valeurs, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour le marché boursier.

Tout d'abord, on retiendra la création d'un marché alternatif dédié aux PME. La Bourse emboîte ainsi le pas à ses consœurs de la région MENA. Le Maroc n'échappant pas à la règle, son futur marché alternatif se caractérisera par une plus grande souplesse en termes de critères d'introduction. Il comprendra au moins deux compartiments à fonctionnement allégé. Le premier concernera la négociation des titres de capital, tandis que le second abritera les titres de créances. Le marché principal de son côté se verra également restructuré.

www.leseco.ma, Edition du 15-04-2014

DOCUMENT N° 3 : Conseil de Bank Al-Maghrib, la réserve monétaire réduite à 2%

Bank Al-Maghrib récidive en réduisant le taux de la réserve monétaire de 2 points, pour le ramener à 2%. Cette décision qui intervient suite au conseil de la Banque centrale, tenu le 25 mars à Rabat, est justifiée par «la persistance de besoins importants de liquidité sur le marché monétaire». La dernière réduction de ce taux, également de 2 points, remonte à septembre 2012. Selon la Banque centrale, la valeur moyenne des réserves obligatoires observée en 2013 s'élevait à 16 milliards de dirhams.

Autre décision, le conseil de BAM d'hier a maintenu inchangé le taux directeur à 3%, «dans un contexte caractérisé par une prévision centrale de l'inflation en ligne avec l'objectif de stabilité des prix à moyen terme et une balance des risques globalement équilibrée».

Comme prévu, mercredi 29 janvier, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé de poursuivre le resserrement de sa politique monétaire. Puisque la croissance américaine s'est « *accélérée ces derniers trimestres* », la Fed a donc annoncé qu'elle réduisait de 10 milliards de dollars ses achats d'actifs mensuels, les portant de 75 à 65 milliards.

Depuis 2012, la banque centrale américaine achetait tous les mois pour près 85 milliards de dollars (62 milliards d'euros) d'obligations souveraines américaines et de crédits hypothécaires titrisés sur les marchés. Et cela, dans le but de soutenir la reprise. Après l'avoir envisagé au printemps 2013, M. Bernanke avait finalement annoncé une première réduction de ces achats de 85 à 75 milliards de dollars par mois en décembre.

Le président de l'institution, Ben Bernanke, a par ailleurs décidé, mercredi, de laisser le taux directeur inchangé, à 0,25%.

www.lematin.ma, Publié le 25 Mai 2014 et www.lemonde.fr, Publié le 29 Janvier 2014

DOCUMENT N°4: Principaux emplois du PIB en volume (au prix de l'année précédente chaînés base 1998)

	4ème trimestre 2012	4ème trimestre 2013	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	105 009	110 205	4,9
Dépenses de consommation finale des APU	28 096	29 153	3,8
Formation brut du capital	52 185	51 412	- 1,5
Exportations des biens et services	54 575	56 210	3,0
Importations des biens et services	61 254	?.....	- 4,0
Produit intérieur brut en Volume	178 611	188 214	5,4

Note d'information sur l'arrêté des comptes nationaux au titre du quatrième trimestre 2013, www.hcp.ma

DOCUMENT N°5 : Evolution de l'agrégat M 3 et de l'IPC au Maroc (2008-2012)

En %	2008	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance de l'agrégat M 3 (xi)	13,3	7	4,2	6,4	4,5
Taux de croissance de l'IPC (yi)	3,9	1,0	0,9	0,9	1,3

Rapport économique et financier accompagnant la loi des finances 2014

DOCUMENT N°6: Décompensation : Le CMC (Centre Marocain de la Conjoncture) tâte le pouls des industriels

La décompensation ne profite qu'à l'Etat et a des effets négatifs sur les ménages. Aussi, cette mesure n'est-elle pas exempte d'incidences sur les prix, la productivité et, partant, la compétitivité. La décision a été prise de manière unilatérale.

Depuis que le système de décompensation des produits énergétiques a été adopté, les commentaires fusent de partout. Si les consommateurs expriment leur ras-le-bol à cause d'une érosion progressive d'un pouvoir d'achat déjà laminé par d'autres hausses, les économistes, à leur tour, à des degrés différents, estiment que la décompensation ne fait que colmater les brèches d'un problème qui n'a que trop duré. Face à la détérioration continue des finances publiques, le gouvernement a décidé d'instaurer la décompensation pour réduire un tant soit peu le déficit budgétaire. A priori, le fuel utilisé à vocation industrielle serait complètement décompensé au titre de l'année 2014. Une mesure qui viserait à alléger la pression sur la Caisse de compensation, dans une approche très progressive.

La question qui se pose d'emblée : quel sera le sort des industries qui seraient impactées par cette décision ? Les dernières données de la Trésorerie générale du royaume (TGR), couvrant le premier trimestre 2014, font état d'un déficit ordinaire de 2 milliards de DH au lieu de 11,4 milliards à la même période de 2013, et d'un déficit global de 15,4 milliards de DH au lieu de 22,5 milliards un an auparavant. Les déficits aussi bien ordinaire que global ont bel et bien reculé, et de façon significative.

www.financenews.press.ma, Edition du 25-04-2014 et www.lavieeco.com, Edition du 06-05-2014

DOCUMENT N°7: Loi de finances 2014 : place à la rigueur...

Même si le mot, ces derniers temps, comporte une charge négative, tant il est assimilé ipso facto à une austérité qui ne dit pas son nom, la rigueur paraît être le trait caractéristique du projet de Loi de finances 2014, que le gouvernement vient de soumettre à l'examen des parlementaires. Mais en ces temps où tous les clignotants virent au rouge, pouvait-il en être autrement? Avec la nécessité, désormais impérieuse, de rétablir les équilibres macroéconomiques (à moins d'accepter de s'endetter jusqu'au cou !), il était au minimum attendu que l'Exécutif fût plus regardant sur la dépense et plus soucieux d'améliorer la recette. Et au moins jusqu'à la fin de cette législature, il paraît difficile (ce n'est pas un souhait, c'est une hypothèse) de revenir aux politiques expansionnistes qui furent la marque de fabrique des gouvernements précédents, en particulier de celui de Abbas Al Fassi.

Evolution des dépenses publiques 2013-2014

En millions de DH	Loi de finances 2013	Loi de finances 2014	Evolution en %
Dépenses de fonctionnement	199 260	199 353	---
Dépenses de personnel	98 000	103 700	+ 5,8
Dépenses de matériel et dépenses diverses	30 184	30 959	+ 2,7
Charges communes	68 410	62 028	- 9,5
Dépenses d'investissement	58 905	49 502	- 16,0
Excédent des charges sur les ressources	12 290	32 024	+ 160,6

www.lavieeco.com, Edition du 28-10-13 et Lois de finances 2013 et 2014

QUESTIONS (7,75 Points):

1) Pour chacun des documents 1, 2 et 3, précisez le type du marché selon l'objet.				0,75 point
2) Caractérisez la demande et le prix sur le marché (document 1).				0,5 point
3) En vous référant au document 3, reproduisez et complétez le tableau-ci-dessous				1,5 points
Banque centrale	Instruments de la politique monétaire	Manipulation de l'instrument ou action	Objectif intermédiaire	
Bank Al-Maghrib				
FED (banque centrale américaine)				
4) En vous référant au document 4:				
a) Calculez la donnée manquante;				0,25 point
b) Faites une phrase avec le chiffre souligné;				0,25 point
c) Expliquez l'évolution du PIB en Volume entre le 4ème trimestre 2012 et le 4ème trimestre 2013;				0,5 point
d) Comparez la contribution de la consommation finale nationale et la FBCF au PIB pour le 4ème trimestre 2013. Conclure				0,5 point
5) D'après le document 5 :				
a) Déterminez l'équation de la droite d'ajustement du taux de croissance de l'IPC et de la croissance de M3 sachant que $\sum x_i y_i = 74,26$ et $\sum x_i^2 = 304,74$. (arrondir au 100 ^{ème} près)				0,5 point
b) L'équation obtenue confirme-t-elle la théorie quantitative de la monnaie? Justifiez				0,5 point
c) Calculez le taux de croissance prévisionnel de M3 en 2013 pour une inflation maîtrisée de 1,5%.				0,5 point
6) En vous aidant du document 6:				
a) Expliquez le système de décompensation.				0,25
b) Déduire ses effets sur:				
b1) le budget de l'Etat;				0,5
b2) l'économie nationale.				0,5
7) En vous référant au document 7:				
a) Expliquez le titre du document en utilisant les chiffres du tableau;				0,5
b) Lisez le chiffre en gras souligné.				0,25

DOSSIER II : Ouverture et stratégies sectorielles: quels liens ? (11,75 points)

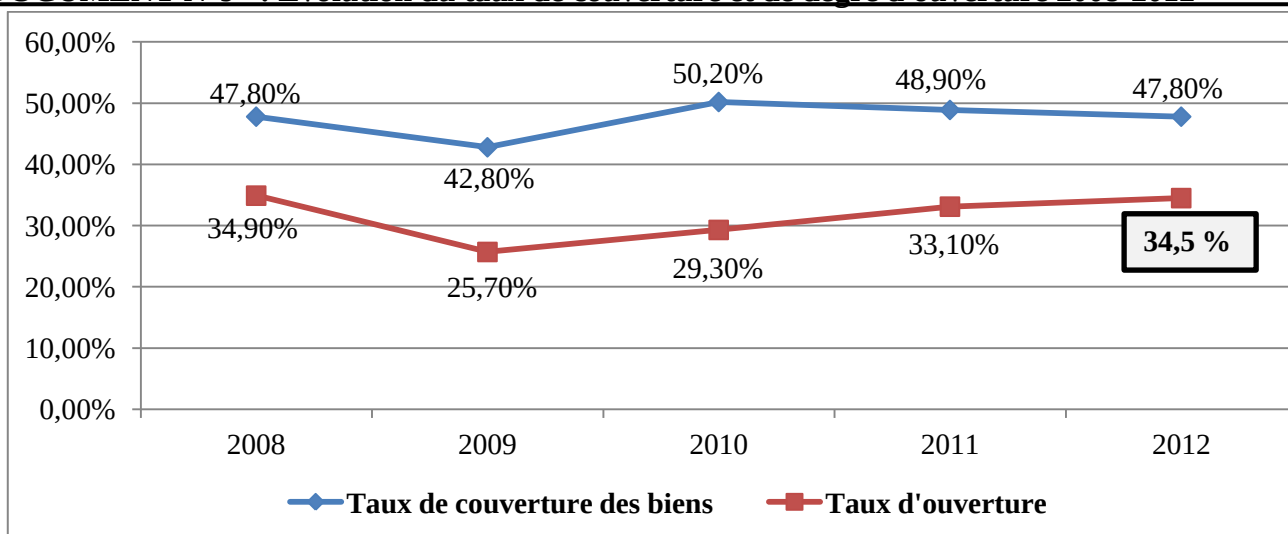
DOCUMENT N°8: Soldes des postes de la balance des opérations courantes (2011-2013)

En millions de DH	2011	2012	2013*	Variation 2013/2012
Compte des transactions courantes	- 64 608,1	- 82 445,9	- 66 165,6	?.....
- Biens	- 157 160,8	- 172 517,5	?.....	- 0,7 %
- Services	+43 498,1	+ 46 074,5	+ 46 712,4	+ 1,4 %
- Revenus	- 16 560,5	- 19 762,0	- 14 895,7	- 24,6 %
- Transferts courants	+ 65 615,1	+ 63 759,1	+ 73 317,7	+ 15,0 %

* Données provisoires

Balances des paiements 2011, 2012 et 2013, www.oc.gov.ma

DOCUMENT N°9 : Evolution du taux de couverture et de degré d'ouverture 2008-2012



www.oc.gov.ma, consulté le 10/05/2014

DOCUMENT N°10: Émergence de nouveaux moteurs à l'export

En dépit de sa concentration sur les produits traditionnels, l'analyse de l'offre exportable nationale sur ces dernières années révèle l'émergence de certains métiers qui contribuent significativement à la modernisation du tissu industriel national....

En conséquence, les exportations de ces métiers mondiaux du Maroc (MMM) ont atteint près de 97 milliards de DH (MMDH) en 2012 contre près de 75,5 MMDH en 2008, ce qui correspond à un additionnel de 21,56 MMDH et une croissance annuelle moyenne de 6,5%. Cette dynamisation a été tirée, principalement, par les performances remarquables des secteurs de l'automobile (+98% entre 2008 et 2012), de l'aéronautique (+76%), de l'Offshoring (+70,2%) et, dans une moindre mesure, de l'agroalimentaire (+11%).

L'évaluation des principaux indicateurs de compétitivité du Maroc montre que, malgré les efforts des pouvoirs publics et en dépit de certaines réussites ponctuelles ou sectorielles, le Maroc n'arrive pas encore à atteindre le niveau adéquat pour affronter la concurrence mondiale, et ce, en raison de la persistance de plusieurs handicaps structurels. Il s'agit d'une des principales conclusions d'une récente étude de la DEPF. Il s'agit en particulier, précise-t-on, de l'inertie de l'offre exportatrice nationale, sa concentration sur quelques produits et sur quelques marchés, la prédominance des produits à basse technologie et à forte intensité de ressources naturelles et de main-d'œuvre, la faible qualification et scolarisation des employés ainsi qu'une faible productivité comparativement à des pays concurrents particulièrement asiatiques. Or, dans le contexte actuel, marqué par une crise économique profonde qui affecte la zone euro, note l'étude, **le renforcement de la compétitivité devient pour le Maroc un impératif pour relever le défi de la croissance et du bien-être**, ce qui nécessite l'association des efforts de tous les acteurs socio-économiques pour développer une économie performante et compétitive.

www.lematin.ma, Edition du 22 mai 2013

DOCUMENT N°11 : Développement. Il reste du chemin à parcourir

Le Maroc dégringole à la 130ème place du classement de l'Indice de développement humain (IDH), publié par le PNUD. Les raisons.

Comme chaque année, le PNUD a publié son rapport sur le développement humain. Et comme chaque année, le Maroc conteste son classement en queue du peloton mondial, remettant en cause la pertinence du mode de calcul de l'Indice de développement humain (IDH). Cette année, le royaume hérite du 130ème rang sur 187 pays, perdant ainsi 16 places par rapport à l'année dernière. Car même si les Marocains vivent plus longtemps (72,2 ans en moyenne), une grande partie reste analphabète, avec un taux d'alphabétisation des adultes d'à peine 56,1% contre 92% pour la Jordanie par exemple. Autre point noir qui désavantage le pays : la durée moyenne de scolarisation d'à peine 4,4 années, et qui n'a pas bougé depuis deux ans. Là encore, le royaume se retrouve à la traîne puisque des pays comme l'Algérie, la Turquie et le Zimbabwe obtiennent de meilleurs résultats avec une moyenne de sept années de scolarisation. Résultat : le Maroc reste bloqué dans la catégorie des pays au développement humain moyen, devancé par des Etats comme l'Egypte, la Jordanie, la Libye ou encore la Syrie. Les champions de la région arabe sont, eux, à chercher du côté des pays du Golfe où les Emirats occupent la 30ème place et le Qatar la 37ème mondiale.

www.telquel-online.com, consulté le 13/05/2014

DOCUMENT N° 12: Plan Maroc Vert : 40 milliards de DH d'investissements engagés à fin 2012

Il emploie 4 millions de personnes, en fait vivre 14 millions et génère 15% du PIB, 19% si l'on compte la contribution des activités industrielles qui lui sont liés. Pourtant, même si beaucoup a été fait depuis l'indépendance, le secteur agricole, qui joue un rôle crucial dans les équilibres macroéconomiques, est resté depuis longtemps à la traîne, ou pour être moins sévère, sous-exploité.

Avec le Plan Maroc Vert adopté en 2008, le chemin est maintenant bien balisé. C'est en quelque sorte une véritable révolution verte qui a été lancée, mais le pari des pouvoirs publics n'est pas mince : l'objectif est d'arriver à un investissement privé de 110 à 150 milliards de DH dans des activités à haute valeur ajoutée, sur la période 2008-2020, pour multiplier par 2,5 la contribution du secteur au PIB et créer 1,5 million d'emplois additionnels.

Ce plan est bâti sur sept fondements : faire de l'agriculture le principal levier de croissance sur les 10 à 15 prochaines années ; adopter l'agrégation comme modèle d'organisation ; assurer le développement du secteur dans son ensemble ; promouvoir l'investissement privé ; adopter une approche contractuelle ; pérenniser le développement du secteur et enfin préparer la refonte du cadre sectoriel. Bref, tout doit être revu de fond en comble avec la participation de tous les acteurs, publics et privés et en toute cohérence.

Pour répondre à ce souci de cohérence exprimé dans le troisième fondement (assurer le développement du secteur dans son ensemble), deux approches ont été adoptées. La première, le pilier I, consiste à encourager l'investissement privé dans des activités à forte valeur ajoutée (l'agriculture moderne qui occupe 20% de la surface agricole utile), et conformément aux objectifs du plan. Le deuxième pilier porte quant à lui sur le développement de l'agriculture solidaire afin d'augmenter la production des filières végétales et animales des zones défavorisées (80% de la SAU) et, en fin de compte, améliorer le revenu des exploitants.

www.lavieeco.com, Edition du 29/04/2014

QUESTIONS : (11,25 points)

8) En vous référant au document 8: a) Calculez les données qui manquent dans le tableau. b) Expliquez l'évolution du solde du compte des transactions courantes en 2013.	0,75 point 0,75 point
9) A partir du document 9 : a) Lisez le chiffre encadré. b) Comparez puis commentez l'évolution des taux de couverture et du degré d'ouverture.	0,25 point 0,75 point
10) A l'aide du document 10: a) Relevez trois handicaps du commerce extérieur marocain. b) Proposez trois solutions pour dépasser ces handicaps. c) Expliquez le passage souligné. d) Déduire la nature de stratégie industrielle marocaine.	0,75 point 0,75 point 0,25 point 0,5 point
11) En vous référant au document 11: a) Relevez deux composantes de l'IDH (avec illustration). b) Expliquez le classement du Maroc en matière de l'IDH; c) Déduire une caractéristique des pays sous-développés et précisez sa nature.	0,5 point 0,5 point 0,5 point
12) A partir du document 12: a) Relevez et expliquez trois objectifs du Plan Maroc Vert b) Montrez comment le Plan Maroc Vert peut dépasser les handicaps de l'agriculture marocaine.	1 point 1 point
13) Question de synthèse: Pour assurer son développement, le Maroc a mis en place des stratégies sectorielles en particulier pour l'agriculture et l'industrie. Après avoir présenter les deux stratégies, montrez comment elles peuvent contribuer à la croissance économique et par conséquent l'amélioration des indicateurs de développement humain. Présentez votre réponse sous forme d'un développement structuré (introduction, développement et conclusion). N-B: Vous exploitez les documents ci-dessus, les réponses aux questions précédentes et les connaissances acquises.	3 points